



AMBASSADE DE SUISSE  
EN ESPAGNE

381.0 - VM/fw

MADRID 1, le 26 juin 1974

Núñez de Balboa 35, 7°				c/a
Apartado 1317				
Tels 225.44.61/62				
[225.90.01/2				5. JULI 1974 B
V				
LPD			15. JULI 1974 B	
Ref p.A. 1.3			Madrid	

Rapport politique No. 10.

De son lieu d'exil au Portugal, le fils de feu le Roi Alphonse XIII réveille le problème de la succession du Général Franco.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le 24 juin, jour de la commémoration de Saint-Jean-Baptiste, a toujours été marqué ces dernières années par une rencontre, à l'Estoril, du Prince Don Juan Carlos avec son père Don Juan dans un cadre à la fois familial et amical. Quelques amis du Comte de Barcelone, monarchistes-légitimistes, prenaient part à cette fête onomastique. Leur nombre allait chaque an croissant.

Cette année-ci, deux mois après la Révolution lusitanienne, il n'était évidemment pas question que Son Altesse royale Don Juan Carlos se rendît au Portugal. En revanche, pour la première fois, le Prince allait être honoré d'une visite du Gouvernement espagnol "in corpore", destinée à lui témoigner, avec ses vœux, la dévotion de ce dernier, ou plus précisément dit son "adhésion".

Quant au père, l'occasion était d'autant plus propice pour se rappeler à l'estime du peuple espagnol et ponctuer sa position en tant que descendant direct de feu le Roi Alphonse XIII. Son Altesse royale Don Juan, qui entretient avec son fils des liens de franche et affectueuse intimité, a tiré parti des circonstances avec autant de dignité que de sagacité, comme vous allez le voir.

Monsieur Pierre G r a b e r ,  
Conseiller fédéral,  
Chef du Département politique fédéral

B e r n e

./.

Dodis



- 2 -

A l'Estoril le samedi 22 juin déjà, entouré d'une soixantaine de personnes, en partie des amis et en partie d'autres gens de tendances politiques diverses (socialistes, républicains), Don Juan avait fait devant des journalistes étrangers une déclaration dans laquelle il avait répété qu'il désirait ne pas être un motif de discorde entre les Espagnols. Il avait sollicité de son auditoire compréhension à l'égard de son silence et confiance dans sa conduite. C'est sur ces propos qu'allaient se fonder le lundi 24 à Madrid, au Palais de la Zarzuela, l'allocution solennelle du Président Arias Navarro et la réponse du Prince Don Juan Carlos, dirigée autant à son père qu'au Gouvernement. La déclaration du Prince (annexe 1) confine à la rhétorique, sous réserve du passage où celui-ci affirme que rien ni personne ne pourra le détourner de la direction qu'il s'est fixée en accueillant, en 1969, l'honneur d'être désigné comme successeur du Général Franco au titre de Roi.

Mais encore le lundi 24, derechef à l'Estoril, en présence d'environ 2000 Espagnols venus lui rendre hommage, Don Juan a rappelé dans une allocution empreinte d'élévation, voire de grandeur (en se référant aux propos qu'il aurait tenus déjà dans le même sens dans des occasions similaires) qu'il avait accepté la succession de son père sans jamais avoir renoncé aux suprêmes devoirs que celle-ci impliquait pour lui ni à la très haute dignité qu'elle lui conférait et qu'il écouterait, quant à son attitude future, sa conscience - sa seule conscience - sans qu'aucun pouvoir humain ne puisse l'empêcher de remplir les devoirs que cette dernière lui dicterait(annexe 2).

Ainsi donc, le problème de la succession du Général Franco vient de rebondir, d'une manière lancinante pour le Régime et même pour le Prince Don Juan Carlos. Rebondissement à mettre au compte des événements portugais dont les conséquences pour l'Espagne franquiste risquent fort d'aller s'accroissant,

./.

- 3 -

d'une part sous l'effet des forces que la Révolution lusitanienne a mobilisées hors de la Péninsule et d'autre part en raison de données nouvelles que celle-ci est venue jeter sur l'échiquier de la politique intérieure en Espagne même.

Il est en effet patent que le Prince Don Juan Carlos, qui a prêté serment sur la loi du "Movimiento nacional" et juré fidélité à l'actuel Chef de l'Etat en acceptant sa désignation comme successeur de ce dernier à poings et mains liés. Il est prisonnier d'un système idéologique, sans disposer d'appui ni du pouvoir présomptif nécessaires pour se dégager d'une telle emprise. Or, tel ne serait pas le cas pour son père si jamais celui-ci venait à se sentir le devoir de se présenter un jour donné devant le peuple espagnol sourdement divisé et désemparé, en qualité d'héritier direct d'Alphonse XIII, délié de tout engagement envers le Franquisme, non chargé de la malédiction d'une affreuse guerre civile, susceptible d'incarner l'idée salvatrice d'un ralliement de tendances aujourd'hui opposées les unes aux autres, comme Monarque arbitral et pacificateur. Ces deux derniers termes sont ceux-là mêmes que Son Altesse royale Don Juan a fait ressortir dans sa déclaration du lundi 24 juin 1974.

La brise des libertés politiques qui soufflait sur l'Espagne en provenance du Portugal libéré de la dictature était déjà en passe de se transformer en vent de crise dans les hautes sphères espagnoles, derrière le rideau que celles-ci tentaient de dresser dans l'obscur et naïve intention de préserver le pays de fâcheuses contaminations. Le Général Franco s'est vu contraint il y a trois semaines, de donner un gage à la Vieille garde en limogeant le Chef du Haut Etat-Major général des Forces Armées, le Lieutenant-général Diez-Alegría, considéré comme trop progressiste et accusé par certains de ses rivaux (l'ancien Commandant de la Garde Civile mis à la retraite, le Général Iniesta, et le Général Campano, Capitaine général de la région de Madrid) de placer à des postes-clés de l'Armée des officiers jugés par trop libéraux.

./.

- 4 -

On aurait pris prétexte, pour le destituer, d'une visite qu'il aurait rendue au Président Ceaucescu en Roumanie soi-disant à l'insu du Président Arias Navarro. On parle, en coulisse, d'un monocle qu'un admirateur - ou un mauvais plaisant - lui aurait envoyé comme allusion au "Spinola espagnol" que d'aucuns s'empressaient de voir en sa personne. La vérité ne filtrera vraisemblablement que plus tard. Toujours est-il que le Régime ne s'est pas senti assez solide pour absorber une personnalité militaire aussi ouverte que l'était le Lieutenant-général Diez-Alegría à la libération des institutions nationales et que le successeur de ce dernier, le Lieutenant-général Carlos Fernandez Vallespin, est un ancien officier de la Légion Azul qui se serait couvert de gloire sur le front soviétique. Son prédécesseur déchu s'entendait parfois dire que son seul défaut était "de n'avoir pas fait la guerre".

D'autre part, le discours que le Président Arias Navarro devait prononcer deux semaines plus tard à Barcelone à l'occasion d'une visite officielle dans la capitale catalane a déçu ceux qui comptaient sur l'annonce de mesures libéralisantes. Il y fut bien question d'une formule d'associationisme, mais dans les limites rigides des principes du Movimiento. Autant dire que le dialogue politique espéré n'aura pas lieu de si vite, d'autant plus que le Président insista sur le fait que le Gouvernement devait se réserver de déterminer lui-même la date à laquelle le projet dont il s'agit pourrait être mis sur le chantier. Cette harangue constitue un net recul par rapport au discours programmatique et prometteur que le Président Arias Navarro tint devant les Cortès le 12 février dernier. Les principes du Movimiento n'y sont même pas rappelés et encore moins dès lors dans le langage moderne que les circonstances de l'heure eussent réclamé. Cette allocution grandiloquante doit même être considérée comme inquiétante à certains égards par l'impasse qu'elle trahit quant aux idées dans lesquelles le Régime s'est enfermé, la servilité qu'elle affiche

./.

- 5 -

à l'égard d'un Chef d'Etat affecté de sénilité et le vide politique qu'elle s'efforce de cacher derrière une emphase dépourvue du sens des réalités actuelles.

Et enfin, avec quelle appréhension n'entrevoit-on pas le meeting du 23 juin organisé à Genève par le Parti du Travail, auquel la Pasionaria et le Secrétaire général du Parti communiste espagnol Santiago Carillo étaient censés prendre la parole et au cours duquel était soi-disant envisagée l'annonce de la formation d'un nouveau Gouvernement espagnol républicain en exil, rajeunissant celui qui avait trouvé asile au Mexique à l'issue de la Guerre civile en 1939! C'est avec une satisfaction et un soulagement non dissimulés que les autorités espagnoles ont pris connaissance de la décision du Conseil fédéral suisse d'interdire à la Pasionaria et à Carillo de prendre la parole à la manifestation des Vernets, puis de celle en vertu de laquelle ces deux personnages se sont vus infliger par les autorités helvétiques une interdiction de séjour en Suisse par le fait d'avoir enfreint la prohibition de parler dont ils avaient été frappés.

Et voici que, maintenant, vient de s'élever sur le fond de la scène politique la silhouette, bonace et bourbonnienne, du Comte de Barcelone. Tout en répétant bien qu'il ne veut pas être un motif de discorde entre les Espagnols, Son Altesse Royale Don Juan n'en impressionne pas moins par sa prestance, son intelligence, son esprit patriotique et sa haute conception de la dignité dynastique. Le peuple espagnol est, dans sa majorité, resté particulièrement sensible à cette notion de dignité royale que le Caudillo, en continuant de faire valoir son prestige et de garder le pouvoir suprême, a empêché le Prince Don Juan Carlos de développer, comme celui-ci l'eut pourtant voulu, dans les modestes missions représentatives qui lui ont été confiées jusqu'ici.

./.

- 6 -

Le 18 juillet sera commémoré le 38ème anniversaire du Soulèvement nationaliste qui conduisit Franco au pouvoir. Comme l'an dernier, à pareille époque, court la rumeur selon laquelle le Généralissime annoncerait à cette occasion son proche retrait de la "Jefatura" de l'Etat et donc aussi la plus ou moins proche accession du Prince à la Couronne. D'aucuns ne veulent y croire, car on ne pense pas que Madame Carmen Polo de Franco soit, quant à elle, prête à abandonner les vastes honneurs qu'elle a partagés avec le Caudillo. Pourtant, en agissant ainsi, le Régime franquiste se réserverait peut-être une chance de perdurer au travers d'un Roi mis en place par lui sous sa dévotion, pour autant cependant qu'intervienne une réforme fondamentale d'une institution au moins aux côtés d'un associationisme vrai, celle de l'organisation syndicale. De ce problème-là, on semblerait en être devenu conscient dans les sphères dirigeantes qui commenceraient à comprendre que la démocratie, même organique si l'on veut s'en tenir à la terminologie du Régime, se construit non pas d'en-haut mais d'en-bas.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse:

A. Parodi

(A. Parodi)

Annexes: déclarations de Don Juan Carlos et de Don Juan, en traduction.

Déclaration  
de Son Altesse Royale le Prince Don Juan Carlos  
du 24 juin 1974

---

Le Gouvernement "in corpore", sous la conduite de son Président Arias Navarro, a rendu visite au Prince Don Juan Carlos en son Palais de la Zarzuela à Madrid à l'occasion de la fête onomastique de Son Altesse Royale et, en réponse à l'allocution du Président, le Prince a prononcé les paroles suivantes:

"Cher Président, je suis sincèrement sensible au fait que le Gouvernement a désiré venir m'exprimer aujourd'hui "in corpore" son "adhésion". Cette fête si profonde et si enracinée en Espagne revêt une signification spéciale par l'expression de vos vœux.

Elle me paraît une heureuse occasion pour répéter, une fois de plus, les termes de l'acceptation que j'ai formulés lorsque j'accueillis le grand honneur d'être désigné comme successeur à la "Jefatura" (Notion de Chef dans sa dignité et ses fonctions) de l'Etat au titre de Roi. Le présent espagnol repose sur le sacrifice de beaucoup de milliers de compatriotes. Ces fermes assises sont la garantie du futur. Et ce futur, qu'il nous incombe à tous de construire, est prometteur.

A ce futur, je me consacre rempli d'espérance parce que je vois les saines inquiétudes de tant d'Espagnols désireux de participer au perfectionnement de ce qui a déjà été atteint afin de servir ainsi encore mieux la Patrie.

Ce travail consistant à aiguiller les idées et à tirer parti de tout ce qu'il y a de positif dans les nouvelles générations constitue le labeur qui nous attend, et qui répond pleinement au chemin que j'ai choisi le 23 juillet de l'année 1969, dans la conviction que je servirai ainsi l'Espagne. Je tiens à affirmer de nouveau que rien ni personne ne pourra me détourner de la direction que je me suis fixée.

- 2 -

Aujourd'hui, je répète à Dieu ma demande d'aide et, au peuple espagnol qu'il maintienne sa confiance. Tous unis, nous parviendrons à atteindre pour notre Patrie les horizons de justice, de liberté et de grandeur que celle-ci mérite, par le travail, l'effort et le sacrifice que dispensent avec tant de générosité les Espagnols.

A tous merci beaucoup pour vos souhaits si affectueux".



Déclaration  
de Son Altesse Royale Don Juan, Comte de Barcelone,  
du 24 juin 1974

---

"Chers amis, je suis très sensible à votre présence ici en ce jour de mon Saint, car je la considère comme une preuve de fidèle amitié et d'affection constante, à laquelle je rends moi-même la réciproque.

Depuis longtemps les Portugais m'ont accordé leur chaude hospitalité. Vous ne serez par conséquent pas étonnés que mes premières paroles soient aujourd'hui destinées à rendre publics les souhaits que je forme pour que ce noble peuple parachève d'une manière heureuse sa nouvelle croisière. Je suis sûr que vous partagez sincèrement avec moi ces sentiments.

Tous mes actes et toutes mes paroles dans le passé ont été inspirés par le plus pur patriotisme et la plus limpide intention de servir l'Espagne.

Ceci me confère l'autorité morale pour exiger respect et confiance face à ma conduite actuelle.

Mon silence ne saurait être interprété comme un manque d'intérêt pour les problèmes de l'Espagne, que je suis et observe avec la plus profonde attention.

Mon silence ne saurait non plus être confondu avec des interprétations arbitraires ni avec des prophéties irresponsables quant à ma conduite dans le futur.

Si j'agis ainsi c'est parce que je sens qu'il est de mon devoir d'agir de la sorte dans ces moments de crise générale.

./.

- 2 -

Pour l'Espagne aussi s'approchent des jours chargés de graves problèmes politiques et économiques. J'espère que les Espagnols sauront les affronter avec sérénité et décision.

Il me paraît opportun de répéter en ces moments même des paroles que j'ai prononcées en une occasion similaire à celle qui nous réunit aujourd'hui. J'ai déclaré ceci: "Depuis que j'acceptai la succession de mon père ainsi que l'"irrenunçiable Jefatura" (notion de Chef dans sa dignité et ses fonctions) de la Dynastie, j'ai toujours tâché d'incarner avec dignité l'institution monarchique afin qu'advienne un jour où celle-ci pourrait être utile à l'intérêt général de la Nation. J'ai toujours aussi affirmé que je ne désirais pas que ma personne ne fût un motif de discorde entre les Espagnols. Je le répète. Ceci ne signifie toutefois pas que je ne continue pas comme toujours à être à la disposition et au service du peuple espagnol".

Je n'ai jamais été, et je ne le serai jamais, un conspirateur mû par l'ambition; toutefois, contrairement à ce que beaucoup pourraient penser, j'ai des devoirs "irrenunçiables" à remplir. Je dois veiller que la Monarchie remplisse sa fonction arbitrale et pacificatrice au service de l'Espagne comme je dois aussi veiller à la dignité avec laquelle elle doit affronter le jugement de l'Histoire.

Il me reste à ajouter que si un jour ma conscience, seulement ma conscience, me signalait qu'il conviendrait que je changeasse d'attitude, il n'existerait aucun pouvoir humain qui m'empêcherait de remplir mon devoir. Merci beaucoup."